

LETTRE DE CONSULTATION

I - PRESENTATION ET CONTEXTE :

L'ANCOLS est un établissement public administratif de l'État placé sous la double tutelle des ministres chargés du logement et de l'économie.

Elle a pour missions principales :

- Le contrôle et l'évaluation des personnes morales et personnes physiques définies à l'article L.342-2 - II du code de la construction et de l'habitation (CCH) intervenant dans le secteur du logement social et des bénéficiaires de la PEEC ;
- L'évaluation transversale du secteur du logement social par la réalisation d'études et la production de statistiques.

Ses missions et son organisation font l'objet des articles L.342-1 à L.342-21 et R.342-1 à R.342-48 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R2122-8 du code de la commande publique (modifié par le décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019) fixe le seuil en dessous duquel les marchés publics pourront être passés sans publicité ni mise en concurrence à 40 000 € HT. Cependant, en application des conditions générales de passation des marchés publics conclus par l'ANCOLS, adoptées par le conseil d'administration dans sa délibération n° 2024-01 du 31 janvier 2024, une consultation et une publicité du présent marché sont mis en œuvre.

II - DESCRIPTION DU BESOIN :

II.1 Objet de la consultation :

La présente consultation a pour objet la mise en œuvre d'un à deux baromètres sociaux et éventuellement d'un plan d'actions si nécessaire découlant du baromètre au sein de l'Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS). En conséquence la durée du contrat s'établit à une année, renouvelable tacitement au maximum deux fois, après la première année. L'offre des candidats doit comporter :

- Une prestation de base : établissement d'un baromètre social pour l'année 2025 ;
- Une prestation optionnelle n° 1 : établissement d'un second baromètre social ;
- Une prestation optionnelle n° 2 : établissement d'un plan d'actions.

L'Ancols a environ 130 collaborateurs, régis soit par le statut de la fonction publique, soit par le statut de salarié de droit privé, à proportion quasi-équivalente. Ce personnel se déploie dans différents sites :

- Arche de la Défense (87 collaborateurs)
- Nantes (11 collaborateurs)
- Marseille (10 collaborateurs)
- Lyon (3 personnes)

- Lille (7 personnes)
- Nancy (4 personnes)
- Toulouse (2 personnes).

II.2 Description des prestations attendues :

-Accompagnement à la construction du contenu du baromètre social, couvrant notamment :

- identification, des principales dimensions du travail à analyser ;
- personnalisation du questionnaire et adaptation aux caractéristiques spécifiques de l'agence ;
- segmentation de la population ;
- rédaction du questionnaire ;
- communication auprès de la direction générale, instance représentative du personnel, pré communication de l'ensemble du personnel.

-Collecte des données :

- Informatisation, collecte et hébergement des données sur une plateforme sécurisée, gestion des aspects RGPD ;
- Assistance si nécessaire auprès des collaborateurs, suivi du taux de participation, relances si nécessaire, reporting.

-Analyse, synthèse restitutions, dont notamment :

- Reporting final de la participation ;
- Réunion-bilan de la collecte et plan d'analyse ;
- Traitement et analyse (scientifique et statistique) des données ;
- Score pour chaque thématique retenue, en global et par segmentation ;
- Rédaction des conclusions et restitution de l'analyse, par segments et par population et sous-population
- Cartographies des facteurs de risques/protection, analyses d'impact ;
- Identifier les atouts, risques, les gisements de progrès, les problématiques ;
- Restitution auprès du directeur général, secrétaire générale et du département RH.

-Accompagnement en cas de plans d'actions à mettre en œuvre :

- Identification du champ du plan d'actions ;
- Segmentation de la population ;
- Rédaction du plan d'actions ;
- Analyse des résultats du plan d'actions.

II.3 Spécifications et caractéristiques :

L'objectif poursuivi par l'ANCOLS est de réaliser le baromètre social à l'automne 2025.

Pour la prestation de base et les prestations optionnelles, le prix est un prix global et forfaitaire, ferme et définitif. Les variantes financières sont acceptées mais elles devront obligatoirement contenir un prix pour partie forfaitaire, ferme et définitif.

III - DOSSIER A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

L'offre doit contenir les pièces suivantes :

1. Un devis détaillé (l'unité monétaire utilisée est l'euro. Les prix communiqués s'entendent hors taxes ; préciser le taux de TVA applicable).
2. Une note méthodologique présentant le déploiement du baromètre, de sa conception, à la réalisation, à l'établissement de la note de synthèse jusqu'aux modalités d'accompagnement pour la mise en place éventuelle de plans d'actions ;
3. Une présentation de l'équipe chargée du dossier, de leurs compétences et de leurs références ;
4. Un acte d'engagement (formulaire ATTRI1 - version du 1er avril 2019), complété de manière exhaustive et signé par une personne nommément désignée ayant capacité à engager le candidat. Le formulaire ATTRI1 est disponible en téléchargement gratuit sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marchés-publics> ;
5. Les conditions générales de réalisation des prestations.

Les offres devront être remises avant le **23/05/2025 à 18h00** sous forme électronique aux adresses mél suivantes : **gestionRH@ancols.fr**

IV - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES ET PONDERATION

Les critères retenus pour sélectionner les offres sont pondérés de la manière suivante :

1. **Le prix proposé :****60**....%

L'analyse du critère « prix » est réalisée en comparant le prix renseigné à l'acte d'engagement.

L'offre la mieux-disante sera retenue comme offre de référence : il lui sera attribué la note maximum de 60 points.

La formule suivante est appliquée : $([\text{Prix le plus bas}] / [\text{Prix de l'offre à juger}]) \times [60 \text{ pts}]$.

2. **La qualité de l'offre :****40**....%

La qualité sera appréciée selon les critères suivants :

	Description des critères qualité	Pondération en % (*)
Critère 1	Qualité et adéquation de la méthodologie proposée par rapport aux besoins de l'ANCOLS	60 %
Critère 2	Equipe affectée au projet : nombre d'intervenants, compétences attendues et adéquation des références par rapport aux besoins de l'ANCOLS, équipe affectée aux éventuels plan d'actions	30 %
Critère 3	Qualité du planning de la prestation et démonstration de la capacité à respecter les délais	10 %

(*) somme des % = 100%.

V – JUGEMENT DES OFFRES

A l'issue de l'analyse des offres la meilleure note globale obtenue permettra de désigner le candidat retenu.

VI - MODALITES D'EXECUTION

Un bon de commande est transmis par le département des affaires financières et des moyens généraux de l'ANCOLS par courriel au titulaire. Ce bon de commande indique notamment :

- le numéro du bon de commande,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- la désignation des fournitures et/ou prestations telles que prévues dans le devis du titulaire,
- la quantité commandée,
- le délai de livraison de la commande à compter de sa date de réception,
- le prix unitaire HT et TTC du bon de commande,
- le lieu de livraison.

Le titulaire est tenu de se conformer aux indications portées sur le bon de commande. Le titulaire supporte les frais induits par l'inobservation des indications portées sur le bon de commande.

VII - FACTURATION ET PAIEMENT :

Le règlement sera effectué sur présentation de(s) (la) facture(s) par le titulaire de la commande.

Les factures sont adressées après admission en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- les noms et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le numéro et la date du bon de commande émis par l'ANCOLS,
- le prix HT de la prestation,
- le taux et le montant de la T.V.A,
- le prix total TTC,
- la date de la facturation.

La(es) facture(s) doivent obligatoirement être déposées sur la plateforme CHORUS PRO (procédure obligatoire depuis le 01/01/2019) : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La dépense est imputée sur les crédits inscrits au budget de l'Agence nationale de contrôle du logement social.

Le paiement du(es) bon(s) de commande ne peut se faire qu'après service fait.

Conformément aux règles de la comptabilité publique, les factures seront réglées par virement dans un délai de 30 jours à réception de facture.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui est retenue.

A défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

VII - DISPOSITIONS GENERALES

L'ANCOLS pourra librement négocier avec les candidats le prix et le contenu des offres.

L'ANCOLS se réserve le droit, à l'issue de la procédure, de ne pas donner suite à la présente consultation et de ne pas passer la commande au candidat dont l'offre a été retenue. Le candidat est informé que dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation, et cela même si la mise au point de son offre a nécessité la réalisation d'études complémentaires.